

Unité bidépartementale Eure Orne
1 Avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27020 Evreux Cedex

Évreux, le 14/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VPK PACKAGING ALIZAY

Zone Industrielle du Clos du Pré
27460 Alizay

Références : UBDEO.ERC.2026.04.146
Code AIOT : 0100019760

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2026 dans l'établissement VPK PACKAGING ALIZAY implanté Zone Industrielle du Clos du Pré 27460 Alizay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VPK PACKAGING ALIZAY
- Zone Industrielle du Clos du Pré 27460 Alizay
- Code AIOT : 0100019760
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VPK PACKAGING est spécialisée dans la transformation de papier pour ondulé (PPO) en plaques de cartons.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Structure du bâtiment	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.6. alinéa 2 tiret 5 et 6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.14	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 21/04/2023, article 1.2.1	Sans objet
3	Cantons de désenfumage	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.8.1 alinéa 1	Sans objet
4	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.8.2 alinéa 4	Sans objet
5	Système de détection incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La construction du nouveau bâtiment de stockage de produits finis (plaques de cartons) est terminée, le bâtiment est mis en service.

L'objectif de la visite était de vérifier par sondage le respect de certaines prescriptions constructives, l'exploitant n'a pas présenté, lors du contrôle, tous les documents justificatifs notamment sur le degré REI 120 et le respect des engagements mentionnés dans le dossier ICPE.

L'inspections a formulé 3 demandes de justificatifs à l'issue de la visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2023, article 1.2.1						
Thème(s) : Situation administrative, Liste des rubriques ICPE						
Prescription contrôlée :						
Rubrique et alinéa	Classement (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
1530	E	Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues	<p>Produits semi-finis en bobine : 46 500 m³ en phase 1 et 26 600 m³ en phase 2</p> <p>Produits finis conditionnés : 10 800 m³ en phase 1 et 43 700 m³ en phase 2</p> <p>Soit un volume total de 57 300 m³ en phase 1 et 70 300 m³ en phase 2.</p>	volume susceptible d'être stocké	V > 20 000 m ³	70300 m ³
2445	E	Transformation du papier, carton	Onduleuse d'une capacité de production de 320	Capacité de production	C > 20 t/j	380 t/j

			n de 320 t/j Caisserie (formation des boîtes de carton) d ' u n e capacité d e productio n de 60 t/j Soit une capacité totale de <u>380 t/j.</u>			
--	--	--	--	--	--	--

Constats :

La phase 1 du projet portant sur la construction du nouveau bâtiment de stockage des produits finis de VPK PACKAGING (et du nouveau bâtiment de stockage des bobines de VPK PAPER) est terminée.

Les stockages importants sont répartis dans ces nouveaux bâtiments, ce qui a permis de compartimenter les stockages dans ces bâtiments indépendants dédiés et donc de diminuer la quantité stockée dans la zone "Hall onduleuse".

La situation du site est en phase 2 : l'exploitant a précisé que l'onduleuse ne fonctionne pas à sa capacité maximale de production à ce stade et que les volumes de stockage totaux prévus dans l'arrêté ne sont pas atteints.

Lors de la visite, l'exploitant a estimé disposer :

- d'environ 11 000 m³ de bobines de produits semi-finis en bobines (pour un seuil à 26 600 m³),
- de 5470 palettes soit environ 10 950 m³ de produits finis conditionnés (pour un seuil à 43 700 m³).

Lors de la visite, l'inspection a effectivement constaté que des zones vides étaient présentes dans les bâtiments.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Structure du bâtiment

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.6. alinéa 2 tiret 5 et 6
Thème(s) : Risques accidentels, Murs séparatifs REI 120
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant réalise une étude technique démontrant que les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. Cette étude est réalisée avec la construction de l'entrepôt et est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les locaux abritant l'installation présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none">- les murs séparatifs entre deux cellules sont REI 120 ; ces parois sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 1 mètre ou 0,50 mètre en saillie de la façade, dans la continuité de la paroi ;- les éléments séparatifs entre cellules dépassent d'au moins 1 mètre la couverture du bâtiment au droit du franchissement. La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d0 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d0 ;
Constats : <p>Afin de préparer la visite, l'exploitant a transmis des éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) à l'inspection.</p> <p>Le plan n°3694-020-E et n°3694-021-E-DOE « Elévation mur coupe-feu » et « Implantation bâtiment B » relatif au mur séparatif entre les 2 cellules indique la présence d'un mur "coupe-feu" séparatif avec dépassement en toiture et en latéral de 1,5 mètres. <u>Le degré REI 120 n'est pas mentionné sur ce plan.</u> L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les justificatifs du degré REI 120 des murs. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la conformité de la toiture (bande de protection en matériaux A2 s1 d0 sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives).</p> <p>L'inspection a recherché par sondage les éléments justificatifs nécessaires afin de s'assurer de la conformité du bâtiment livré par rapport à la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Après recherche, les informations suivantes n'ont notamment pas pu être vérifiées :</p> <ul style="list-style-type: none">- présence d'une étude technique de non-ruine (étude technique démontrant que les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément, murs, toiture, poteaux, poutres, suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment) ;- justificatifs de la conformité des murs par rapport au dossier ICPE (notamment le plan n°8.3.4 "Plan de masse" localisant les murs REI 120 à implanter sur le site et l'audit de conformité à l'arrêté du 15/04/2010 précisant les justificatifs à apporter) ;- justificatifs de la conformité de la toiture.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Demande de justificatif n°1 : l'inspection a constaté par sondage que l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le respect des dispositions constructives du nouveau bâtiment de stockage construit. Afin de s'assurer de la conformité <u>du bâtiment livré</u> par rapport à la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, l'inspection demande à l'exploitant de réaliser un audit de conformité par rapport à l'arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et de carton relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et l'article 1.3.1 (conformité au dossier d'enregistrement) de l'arrêté préfectoral du 21/04/2023.</p> <p>Afin de justifier du degré REI 120 des murs, l'exploitant doit faire réaliser, par un organisme compétent, la détermination de la performance de résistance au feu du mur selon l'une des méthodes prévues à l'article 7 de l'arrêté du 22 mars 2026 relatif aux performances de résistance au feu des produits, éléments de construction et ouvrages, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un essai conventionnel donnant lieu à un domaine d'application directe ; - une méthode de calcul ou des règles de dimensionnement ; - une référence à un procédé de fabrication ou de construction approuvé ; - une évaluation réalisée par un laboratoire agréé conformément à l'annexe 1.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Cantons de désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.8.1 alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Cantons de désenfumage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle a porté uniquement sur le nouveau bâtiment de stockage des produits finis. L'exploitant dispose de la note de calcul en date du 6/11/2023 qui justifie la localisation des cantons de désenfumage dans chacune des cellules. La surface maximale de 1 600 m² est respectée, au total 9 cantons ont été mis en place. Lors de la visite terrain, la localisation des commandes près des issues de secours a été constatée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.8.2 alinéa 4
Thème(s) : Risques accidentels, Surface de désenfumage
Prescription contrôlée :

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC). Un DENFC de superficie utile comprise entre 0,5 et 6 mètres carrés est prévu pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture. Les DENFC ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle ou autocommande. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. Une commande manuelle est facilement accessible depuis chacune des issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

Constats :

Le contrôle a porté uniquement sur le nouveau bâtiment de stockage des produits finis. L'exploitant dispose de la note de calcul en date du 6/11/2023 qui justifie la localisation des exutoires de désenfumage dans chaque canton. Une distance de 7 mètres avec les murs coupe-feu est respectée sur le plan. La note de calcul précise la superficie de désenfumage pour chaque canton, la surface utile de l'ensemble des exutoires est de 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. Au total 9 cantons sont présents dans le bâtiment. Au total 68 exutoires sont présents dans le nouveau bâtiment. Le dernier rapport de contrôle du désenfumage est disponible, la visite date du 15/12/2025 : il ressort que 175 appareils sont fonctionnels et 7 sont qualifiés de « non fonctionnel ». L'exploitant a précisé que ce rapport porte sur l'ensemble des exutoires du site VPK Packaging et qu'un investissement est prévu dans le bâtiment existant "Hall onduleuse" pour remplacer les exutoires non fonctionnels, certains étant difficiles d'accès.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Système de détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.9

Thème(s) : Risques accidentels, Système de détection incendie

Prescription contrôlée :

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules et locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne l'alarme d'évacuation immédiate perceptible en tout point du bâtiment et le compartimentage de la ou des cellules sinistrées. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique. Dans ce cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection précoce de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et réalise une étude technique permettant de le démontrer.

Constats :

La détection incendie et le déclenchement de l'extinction automatique sont assurés par deux systèmes indépendants. Le dernier rapport de contrôle du système de détection incendie est disponible, la visite date du

02/10/2025, il concerne 29 détecteurs. Il ne signale pas d'anomalie particulière, 1 détecteur a été remplacé le jour du contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.14

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :
- plusieurs appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150. Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie. Les appareils d'incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).

Les réseaux garantissent l'alimentation des appareils sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars.

Les réseaux sont en mesure de fournir un débit minimum de **120 mètres cubes par heure** durant deux heures.

[...]

Le débit et la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement nécessaires sont calculés conformément au document technique D 9 susvisé ;

Constats :

Le site dispose de poteaux incendie alimentés par son réseau interne via les forages existants. L'accès extérieur du nouveau bâtiment de stockages de produits finis est situé à moins de 100 m d'un appareil d'incendie.

Les besoins en eau d'extinction ont été déterminés conformément au document technique D9 (juin 2020) (cf. annexe de l'étude de dangers). Le débit calculé est de 210 m³/h à assurer pendant 2h pour ce nouveau bâtiment de stockage, soit 420 m³. L'article 2.2.5.2 a fixé un besoin en eau total pour le site à 870 m³/h.

Ce besoin est à couvrir par les poteaux incendie autour de la société VPK PACKAGING. Les poteaux incendie de la zone industrielle d'Alizay sont alimentés par 9 forages de pompage dans les eaux souterraines dont le débit varie de 120 m³/h à 600 m³/h (ces forages sont gérés par la société voisine BEA).

Le dernier contrôle de 2025 réalisé par un prestataire externe précise :

- poteau n°27 : 155 m³/h à 2,9 bar,
- poteau n°28 : 162 m³/h à 2,8 bar,
- poteau n°29 : 168 m³/h à 3 bar,

<p>- poteau n°30 : 165 m³/h à 2,8 bar.</p> <p>Lors du prochain contrôle, l'exploitant projette de réaliser un test en simultané pour s'assurer du bon fonctionnement du dispositif.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande de justificatif n°2 : l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le compte-rendu du prochain contrôle des poteaux avec un test en simultané. Compte tenu du besoin en eau élevé calculé difficilement mesurable en simultané, l'inspection demande à l'exploitant de proposer une méthode de contrôle (par exemple sur des tests de bon fonctionnement des forages alimentant le réseau de poteaux incendie).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Vérification périodique et maintenance des équipements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Système d'extinction automatique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle a porté uniquement sur le système d'extinction automatique et les extincteurs.</p> <p>1/ Système d'extinction automatique</p> <p>L'exploitant dispose du procès-verbal de réception pour l'installation sprinkleur sous eau et RIA en date du 19/03/2024 pour le nouveau bâtiment de stockage de produits finis.</p> <p>Le dernier contrôle du système d'extinction automatique en date du 3/12/2025 conclut à un « Point de non-conformité avec risque de mise en échec ou système en situation d'échec » portant sur : Source 2 B est à l'arrêt suite à un changement de tôles sur la partie basse de la réserve d'eau. Les sociétés APRO Industrie et AAI sont intervenues depuis, des travaux seront à réaliser en 2026 pour remplacer le liner de la réserve d'eau 2 B. Dans l'attente, la source 2 B a été remise en eau : justificatif fourni par la société AAI lors de son intervention du 23/03/2026.</p> <p>Le prochain Q1 est prévu avant le 9/06/2026.</p> <p>2/ Extincteurs</p> <p>Le dernier contrôle en date du 25/04/2025 conclut à 161 extincteurs en « bon état ».</p> <p>5 extincteurs sur roues sont installés dans nouveau bâtiment : le rapport vérification du</p>

11/04/2024 conclut à leur bon état.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande de justificatif n°3 : l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le compte-rendu du prochain Q1 dès réception et de lui indiquer la date de réalisation des travaux de la source 2 B, un renforcement de la surveillance des installations sera à mettre en œuvre durant ces travaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois